



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES INSTALLATIONS
CLASSÉES

475/JPR/JW

Arrêté du 6 mars 2025 portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin pour son site 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8,
- VU** l'arrêté du 03 mai 2024 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour la réduction des émissions de poussières et d'odeurs et la surveillance environnementale de son installation de production de ciment située à Altkirch (68),
- VU** l'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 21 novembre 2024,
- VU** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite susvisée,
- VU** les observations de l'exploitant formulées par lettre du 22 janvier 2025,

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du 3 mai 2024 susvisé prévoit que : « Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un diagnostic relatif aux émissions d'odeurs associées au fonctionnement de son installation. Il comporte :

- l'identification des déchets susceptibles d'être à l'origine de nuisances ;
- l'identification des opérations à l'origine des nuisances (dépotage, stockage, ...) et l'étude des mesures de prévention et / ou de réduction permettant de réduire les nuisances (notamment par captation et traitement) et leur faisabilité ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un plan d'actions visant à limiter les nuisances, accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues. Il comporte un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés. » ,

Considérant que le délai fixé par l'article 4 de l'arrêté du 3 mai 2024 susvisé est échu, que le service d'inspection a constaté lors de sa visite du 21 novembre 2024 que le diagnostic relatif aux émissions d'odeurs n'a pas été réalisé ce qui constitue un non-respect des dispositions de l'article 4 du 3 mai 2024 susvisé,

Considérant que par lettre du 22 janvier 2025 susvisée, la société HOLCIM Haut-Rhin n'a pas présenté d'éléments remettant en cause les constats réalisés au cours du contrôle du 21 novembre 2024 susvisé ; que l'étude a été prescrite dans le cadre du traitement d'une plainte de voisinage ; qu'en conséquence, il y a lieu qu'elle soit communiquée dans un délai maîtrisé,

Considérant les termes de l'article L 171-8 du Code de l'environnement « *1.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er :

la société HOLCIM Haut-Rhin, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 14-16 boulevard Garibaldi, F-92130 Issy-les-Moulineaux, est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises à l'article suivant, pour ses installations situées 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130), dans le délai précisé à l'article suivant.

Article 2 :

dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme, aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 3 mai 2024 susvisé :

« Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un diagnostic relatif aux émissions d'odeurs associées au fonctionnement de son installation. Il comporte :

- l'identification des déchets susceptibles d'être à l'origine de nuisances ;*
- l'identification des opérations à l'origine des nuisances (dépotage, stockage, ...) et l'étude des mesures de prévention et / ou de réduction permettant de réduire les nuisances (notamment par captation et traitement) et leur faisabilité ;*
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;*
- un plan d'actions visant à limiter les nuisances, accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues. Il comporte un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés. ».*

Article 3 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4:

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5:

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **6 mars 2025**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD